

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 19 /11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUMIKA POLYMER COMPOUNDS France SA

ZI du Bois de Leuze
13310 Saint-Martin-De-Crau

Références : D-0774-2024
Code AIOT : 0006404831

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/10/2024 dans l'établissement SUMIKA POLYMER COMPOUNDS France SA implanté ZI du Bois de Leuze - 13310 Saint-Martin-de-Crau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUMIKA POLYMER COMPOUNDS France SA
- ZI du Bois de Leuze - 13310 Saint-Martin-de-Crau
- Code AIOT : 0006404831
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SUMIKA POLYMER COMPOUNDS développe, commercialise et fabrique des composés thermoplastiques de haute technicité.

Elle est autorisée à exploiter une installation de transformation de matières plastiques sur son site de Saint-Martin-de-Crau par l'arrêté préfectoral n°169-06 A du 9 janvier 2008, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014-224PC du 29 septembre 2014 et l'arrêté préfectoral

complémentaire n° 2022-103PC du 8 avril 2022.

L'établissement est classé à autorisation sous la rubrique 2661-1-a – Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression et à enregistrement sous la rubrique 2662-1 – Stockage de polymères.

Thèmes de l'inspection :

- Action Nationale 2024 PFAS ;
- Action Coup de Poing Incendie.

Installations contrôlées : magasin de produits finis, réserve d'eau du dispositif de sprinklage, bassin de rétention Nord.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Localisation des risques.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	1 mois
7	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	1 mois
8	Documents de l'installation.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Demande d'action corrective	1 mois
9	Moyens d'intervention en cas d'accident.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande d'action corrective	1 mois
10	Moyens d'intervention en cas d'accident.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
4	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats relevés lors de cette inspection, aucune sanction administrative prévue à l'article L. 171-8-I du Code de l'environnement n'est proposée à ce stade à Monsieur le Préfet.

L'Inspection adresse à l'exploitant une lettre de suite préfectorale pour les constats suivants :

- Les prélèvements réalisés dans le cadre des campagnes d'analyses des substances PFAS dans les rejets aqueux en début d'année 2024 ne sont pas couverts par une accréditation ;
- Le plan de localisation des risques est incomplet ;
- Absence de consignes relatives à l'isolement du réseau de collecte des eaux pluviales en cas d'incendie et aux conditions et modalités de mise en fonctionnement du rideau d'eau ;
- Le plan du local « magasin produits finis » et le plan sécurité incendie sont incomplets ;
- Le compte-rendu de la vérification semestrielle du dispositif de sprinklage réalisée le 10/10/2023 fait état d'une non-conformité non traitée à ce jour ;
- Absence d'une consigne relative aux conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, en cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : L'exploitant indique qu'il n'a pas identifié à ce stade de substances PFAS dans les différents produits mis en œuvre dans le process de fabrication. Un courrier type a été adressé aux différents fournisseurs. Pour la plupart, ceux-ci ont indiqué qu'à leur connaissance leurs produits ne contenaient pas de substances PFAS, mais a priori les produits en question n'ont pas fait l'objet d'analyses. L'Inspection a regardé par sondage quelques réponses de fournisseurs. L'exploitant indique que chaque nouveau produit utilisé sur le site fera l'objet d'une demande préalable au fournisseur sur la présence potentielle de substances PFAS.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
Constats : L'exploitant a procédé à trois campagnes d'analyses en janvier, février et mars 2024. Le site n'est à l'origine d'aucun rejet d'eaux industrielles. Les analyses ont porté sur les deux points de rejet d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées. En complément, un prélèvement a également été réalisé dans les eaux de refroidissement d'une extrudeuse, afin de vérifier l'absence de substances PFAS au niveau du process de fabrication (NB : ces eaux de refroidissement sont traitées à l'extérieur en tant que déchets). Les 20 substances PFAS obligatoires, ainsi que le paramètre AOF, ont été analysés sur chacune des campagnes d'analyses. Le laboratoire a également procédé à l'analyse des 8 substances PFAS listées au 3° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
Prescription contrôlée : Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : Les prélèvements ont été réalisés par le laboratoire Bureau Veritas - Région Sud-Est, accrédité par le COFRAC (accréditation n°1-6257). Toutefois, cette accréditation ne couvre pas les prélèvements réalisés. Les analyses ont été réalisées par le laboratoire néerlandais AL-West B.V., du groupe AGROLAB. Celui-ci est accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025. L'ensemble des paramètres analysés sont couverts par l'accréditation, à l'exception du paramètre AOF et de trois substances PFAS listées au 3° de l'article 3 de l'AM du 20/06/2023 (6:2 FTOH, 8:2 FTOH et C6O4). Pour rappel, l'alinéa 3 de l'article 4 de l'AM du 20/06/2023 prévoit que l'obligation d'accréditation n'est pas

applicable pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) et pour les analyses des substances mentionnées au 3° de l'article 3.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant indiquera à l'Inspection pourquoi les prélèvements n'ont pas été réalisés par un laboratoire accrédité, et précisera si les modalités de mise en œuvre des prélèvements, prévues par la note d'application du 18/07/2023 de l'arrêté ministériel relatif à l'analyse des PFAS dans les rejets aqueux des ICPE ont été respectées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification
Prescription contrôlée : Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.
Constats : Les limites de quantification prévues à l'article 4 susvisé ont été respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : L'ensemble des résultats de mesures ont été déclarés dans l'application GIDAF le 16/04/2024. Les résultats sont inférieurs aux limites de détection, à l'exception des teneurs en AOF mesurées dans les prélèvements d'eaux pluviales (7,4 et 6,9 µg/l pour une limite de détection de 2 µg/l), lors de la campagne de février 2004.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de rechercher les molécules auxquelles le fluor analysé correspond. Ces molécules peuvent être des PFAS, mais peuvent également correspondre à des molécules organiques autres que des PFAS, et potentiellement à des molécules inorganiques en raison des limites de la méthode d'analyse. Si la contribution de l'établissement aux rejets de PFAS est avérée, l'exploitant devra proposer un plan d'actions en vue de supprimer ou a minima réduire ces rejets.</p> <p>L'exploitant fera connaître sous un mois les démarches engagées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Localisation des risques.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan présenté en séance à l'Inspection repère les zones à risques d'incendie. Par contre, les zones à risques d'explosion suivantes ne sont pas repérées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • au regard de la dernière EDD, les silos extérieurs de stockages de matières premières et de produits finis ; • au regard de l'étude ATEX (document non contrôlé par l'inspection en séance), les silos de stockage des produits intermédiaires dans l'atelier de production n°2. <p>D'autre part, le plan ne localise pas non plus les matières dangereuses, notamment la cuve de gasoil et les peroxydes. Ce point a été rectifié sur le plan adressé à l'Inspection par courriel du 28/10/2024, intitulé « Plan Sécurité Incendie ».</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le plan de localisation des risques devra être complété sous un mois avec les zones à risques d'explosion.</p> <p>D'après l'exploitant, l'étude ATEX (non contrôlée par l'Inspection en séance) recense uniquement comme zones R22 les parties hautes des silos de stockage de produits intermédiaires, présents dans l'atelier de production n°2. Les silos extérieurs de stockage de matières premières et produits finis n'ont pas été retenues dans l'étude, alors que ces derniers ont été recensés comme potentiels de dangers dans la dernière EDD (et les effets de surpression liés à l'explosion de ces silos ont été modélisés). Il est demandé à l'exploitant de lever cette incohérence.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Consignes d'exploitation et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ; -les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; -les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; -les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; -les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ; -la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ; -l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ; -l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection n'a pas procédé à une revue exhaustive des consignes de sécurité ; l'exploitant lui a présenté les consignes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • consignation pneumatique / électrique ; • consignation de secours à la personne ; • consigne incendie (alarme et évacuation) ; • consigne risque chimique. <p>Les consignes font l'objet d'un affichage au niveau du réfectoire et au niveau des ateliers concernés (production/maintenance).</p> <p>L'inspection constate qu'aucune consigne ne précise la conduite à tenir par rapport aux vannes d'isolement des bassins de rétention des eaux pluviales, en cas d'incendie. Les vannes sont en principe en position fermée, sauf en cas de vidange des bassins. En cas d'incendie, il est nécessaire de s'assurer que les vannes soient en position fermée.</p> <p>D'autre part, la façade Ouest de l'atelier de production n°2 est équipée d'un rideau d'eau (protection des effets thermiques d'un incendie des silos de stockage de matières premières). Conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 09/01/2008, la mise en fonctionnement du rideau d'eau est assurée manuellement. L'Inspection constate qu'aucune consigne ne précise</p>

<p>les conditions et modalités de mise en fonctionnement du rideau d'eau.</p> <p>Interrogé sur l'existence d'une consigne relative aux déversements accidentels, l'exploitant indique que celle-ci est uniquement orale à ce jour, mais qu'une consigne écrite est en cours de rédaction.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Au plus tard sous un mois, l'exploitant définit et rédige les consignes relatives à l'isolement du réseau de collecte des eaux pluviales en cas d'incendie et aux conditions et modalités de mise en fonctionnement du rideau d'eau.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suite</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 8 : Documents de l'installation.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plans et documents</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour les documents suivants :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> -le plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie, ainsi que, le cas échéant, l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation et dispositifs de limitation de propagation de sinistre ; <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> -le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention prévus à l'article 68 du présent arrêté ;
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 28/10/2024, l'exploitant a adressé à l'Inspection le plan des réseaux, présentant notamment le réseau d'eau incendie et le réseau des eaux pluviales, susceptible de collecter les eaux d'extinction incendie. Le plan localise notamment les vannes d'isolement des deux bassins de rétention des eaux pluviales.</p> <p>En séance, l'exploitant a présenté les plans des locaux identifiant les issues de secours et les moyens d'extinction. Le plan du magasin de produits finis a fait l'objet d'une vérification sur site ; l'inspection a constaté que deux extincteurs n'étaient pas repérés sur le plan.</p> <p>Le plan adressé à l'Inspection par courriel du 28/10/2024, et intitulé « Plan sécurité Incendie », précise l'implantation des poteaux incendie et des extincteurs situés en extérieur. Ce plan localise également le local abritant la réserve d'eau et le moteur du dispositif de sprinklage, ainsi que la vanne manuelle permettant d'actionner le rideau d'eau protégeant la façade Ouest de l'atelier de production n°2.</p> <p>Le plan du local « magasin produits finis » et le plan sécurité incendie ne mentionnent pas le sprinklage présent dans le magasin « produits finis ».</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit, sous un mois au plus tard, compléter et mettre à jour le plan du local « magasin produits finis » et le plan sécurité incendie, avec l'ensemble des moyens de protection incendie existants.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Moyens d'intervention en cas d'accident.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Procédures de contrôle et de maintenance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'Inspection le fichier informatique de type Excel dans lequel il assure le suivi (périodicité, dernière date d'intervention, suivi des observations/non-conformités éventuelles) des opérations de maintenance et de vérifications périodiques des moyens d'extinction.</p> <p>Par sondage, l'Inspection a vérifié la périodicité des vérifications des équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les extincteurs, dernière vérification annuelle en date du 01/11/2023 ; • le système d'extinction automatique, équipant le magasin de produits finis, dernière vérification semestrielle en date du 26/09/2024. <p>L'Inspection a demandé à consulter le dernier rapport de vérification semestrielle du dispositif de sprinklage. L'exploitant a indiqué qu'il ne disposait pas encore du compte-rendu de la vérification réalisée le 26/09/2024, ni celui de la vérification réalisée le 27/05/2024 (l'exploitant précise qu'à la suite de cette vérification, il a mis fin au contrat de l'organisme vérificateur, notamment compte-tenu des délais d'envoi des comptes-rendus). L'Inspection a donc contrôlé le compte-rendu de la vérification réalisée le 10/10/2023. Ce compte-rendu fait état d'un point de non-conformité récurrent : plusieurs supports de fixation sont situés à moins de 10 cm d'une tête sprinkleur. Aucune action correctrice n'a été réalisée à ce jour par l'exploitant.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant fera connaître à l'Inspection sous un mois au plus tard les suites données au point de non-conformité relevé dans le compte-rendu de la vérification semestrielle réalisée le 10/10/2023.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Moyens d'intervention en cas d'accident.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des défaillances
Prescription contrôlée : <p>En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p>
Constats : <p>L'exploitant n'a pas défini les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, en cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Au plus tard sous un mois, l'exploitant définit et rédige la procédure formalisant les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, en cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois